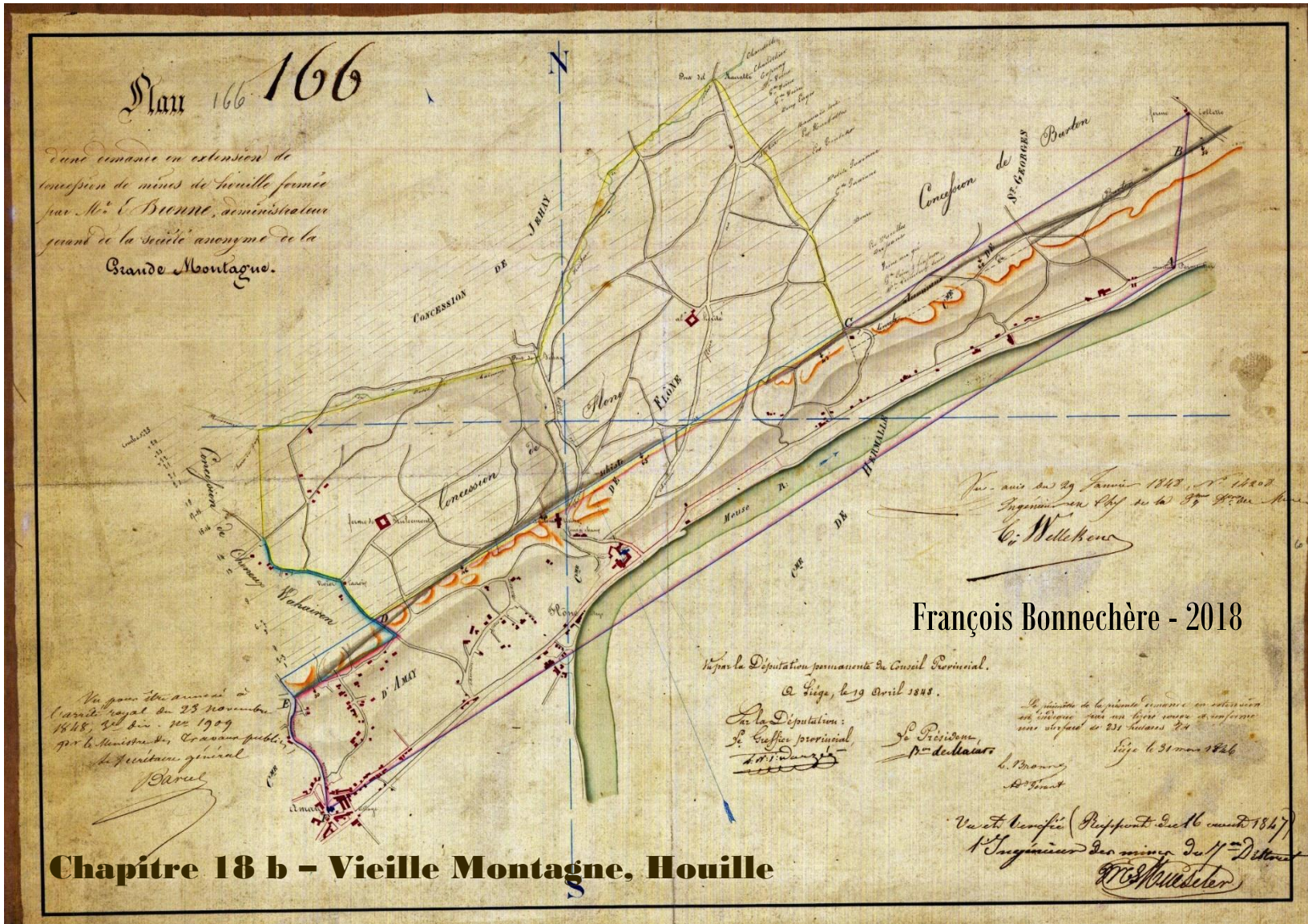
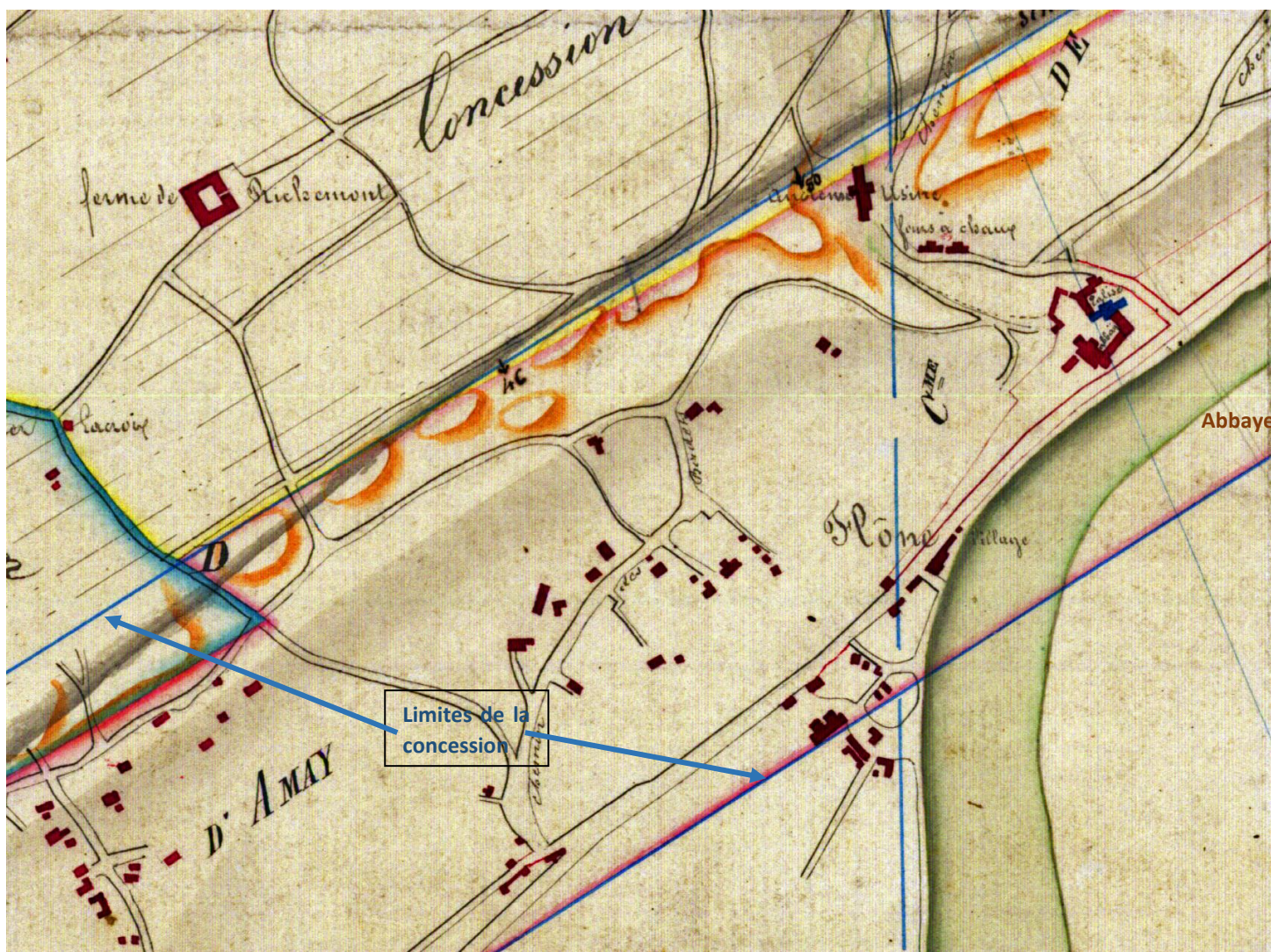


Amaytois, un emmenthal sous vos pieds



La concession de houille de la « Grande Montagne » a été rachetée par la « Grande Montagne » et s'étend le long de la Meuse depuis le Roua à Amay jusqu'à Engis



Royaume de Belgique.

PROVINCE DE LIÈGE.

CONCESSION DE MINES DE HOUILLE,

GISANT SOUS UNE SUPERFICIE DE 208 HECTARES 34 CENTIARES,

Dépendant des Communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée
et Hermalle-sous-Huy.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES;

A tous présents et à venir, Salut.

Vu, sous le date du 10 mars 1846, la requête par laquelle la société anonyme de la *Grande-Montagne* sollicite, à titre d'extension de la mine de houille de *Flône*, la concession des couches de combustibilité situées dans l'étendue de la concession de mines métalliques qu'elle possède dans les communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée, Saint-Georges et Hermalle-sous-Huy;

Vu, en triple expédition, le plan de surface dûment visé et certifié;
Vu les journaux et les certificats constatant l'accomplissement des formalités de publication et d'affiches;
Vu l'opposition du sieur Delamaine (L.), motivée sur sa qualité d'ancien concessionnaire des mines gisantes sous une partie du terrain demandé en extension;

Vu les rapports des Officiers des mines;

Vu l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège, du 19 avril 1845;

Vu l'avis du Conseil des mines, du 29 octobre suivant;

Vu le cahier des charges soucrit par les demandeurs;
Vu l'arrêt Royal du 31 juillet 1841, instituant la concession houillère de *Flône*;

Vu les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837;
Considérant que les formalités prescrites ont été remplies;

Considérant que l'opposition du sieur Delamaine ne repose que sur une simple allégation, et qu'elle ne précise pas la portion de terrain à laquelle elle s'applique; que, dès-lors, il n'y a pas lieu d'y statuer;

Considérant que les couches de combustibilité, comprises dans la requête en extension, sont le prolongement de celles qui forment la concession charbonnière de *Flône*, et qu'elles ne peuvent s'exploiter avantageusement que par les travaux entrepris dans la concession métallique appartenant à la société de la *Grande-Montagne*;

Considérant que les demandeurs ont indiqué absolement dans les limites de l'extension une partie de terrain dépendant de la concession de *Burton*;

Vu le rapport du notre Ministre des travaux publics;
Le Conseil des Mines a proposé.

NOUS AVONS APPROUVÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il est fait à la société anonyme de la *Grande-Montagne*, à titre d'extension de l'exploitation charbonnière de *Flône*, concession des mines de houille gisantes dans une étendue de 208 hectares 34 centiares, sous les communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée, Saint-Georges et Hermalle-sous-Huy.

Cette extension de concession est limitée, conformément au plan annexé au présent arrêté, ainsi qu'il suit :

NOUS AVONS APPROUVÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il est fait à la société anonyme de la *Grande-Montagne*, à titre d'extension de l'exploitation charbonnière de *Flône*, concession des mines de houille gisantes dans une étendue de 208 hectares 34 centiares, sous les communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée, Saint-Georges et Hermalle-sous-Huy.

Cette extension de concession est limitée, conformément au plan annexé au présent arrêté, ainsi qu'il suit :

fruits des concessionnaires, à la diligence de la Députation provinciale, et en présence de l'ingénieur des mines du district ou de son délégué, qui dressera procès-verbal. Expéditions de ce procès-verbal seront déposées aux archives de la province. A cette des communes, sous lesquelles s'étend la concession.

Les concessionnaires seront tenus de faire placer de sensibiles bornes, avec des inscriptions explicites, sur les puits abouissants, pour conserver le souvenir des principales circonstances de l'exploitation.

ART. 7. Au plus tard, dans le délai de deux ans, à dater de l'acte d'extension de concession, les concessionnaires adresseront, en double expédition, à la Députation provinciale :

1^o. Un plan par autre général de la surface de l'extension de concession, indiquant la position des puits, des bâtiments et autres constructions appartenant à l'exploitation. A ce plan, seront annexées deux projections verticales, sur des plans parallèles à la direction et à l'inclinaison générale des couches, et indiquant la position et la profondeur des puits, l'allure des gisements dans les parties reconnues, et la hauteur relative des principaux points de la surface;

Pour chaque couche, un plan horizontal, et le nombre de coupes et de projections verticales, nécessaires pour la représentation fidèle des travaux.

Tous ces plans, coupes et projections, seront dressés à l'échelle d'un millimètre pour mètre, et divisés en carreaux d'un centimètre de côté; la correspondance, entre les différents plans, sera indiquée au moyen de lettres et de numéros communs.

ART. 8. Chaque année, après la production des pièces mentionnées à l'article précédent, les concessionnaires remettront à l'ingénieur, dans le courant de janvier et de juillet, les plans, coupes et projections des travaux exécutés dans chaque couche, pendant le cours du semestre précédent; ces détails seront reportés ensuite sur les plans généraux des travaux exécutés dans les mêmes couches, d'après les instructions qui seront données par l'ingénieur.

Ces plans seront, comme les précédents, dressés au millième, et divisés en carreaux marqués des mêmes lettres et numéros.

A cet envoi sera jointe une copie de la partie correspondante du registre d'enregistrement des travaux, tenu au siège de l'exploitation, conformément à l'article 6 du décret impérial du 3 janvier 1813.

ART. 9. En cas de refus, de négligence ou d'inexactitude de la part des concessionnaires, en ce qui concerne l'exécution des deux articles précédents, ils supporteront tous les frais des opérations qu'ordonnera la Députation permanente du Conseil provincial, pour faire, d'office, lever les plans ou recueillir les renseignements requis, soit par les ingénieurs des mines, soit par toutes autres personnes déléguées, à cet effet.

CHAPITRE IV.

NOUS AVONS APPROUVÉ ET ARRÊTÉS :

ART. 1^{er}. Il est fait à la société anonyme de la *Grande-Montagne*, à titre d'extension de l'exploitation charbonnière de *Floes*, concession des mines de houille gigantes dans une étendue de 208 hectares 34 centiares, sous les communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée, Saint-Georges et Hermalle-sous-Huy.

Cette extension de concession est limitée, conformément au plan annexé au présent arrêté, ainsi qu'il suit :

A l'*Est*, à partir du point d'intersection Nord et Est du charbonnage de *Barton* et de la concession métallique de *Floes* (B), par une ligne droite s'arrêtant à la maison Permentier, sise à la grande route de Liège à Huy, point A ;

Au *Sud*, de cette maison, par une ligne droite finissant à l'église d'Amay, point F ;

A l'*Ouest*, en remontant le chemin du Roux jusqu'à la rencontre de la limite Nord de la concession houillère de *Chêneux-Wahairen*, point E ;

Au *Nord*, par les limites des concessions des mines de houille de *Chêneux-Wahairen*, *Floes* et *Barton*, jusqu'au point de départ B.

ART. 2. La présente extension de concession est faite sous les charges, clauses et conditions suivantes, rendues applicables à la concession entière, sauf les dispositions concernant exclusivement l'extension.

CHAPITRE PREMIER.

TRAVAUX D'ART.

ART. 1^{er}. Lorsque l'exploitation descendra sous le niveau de la galerie d'écolement, l'arrêté que prendra à ce sujet la Députation permanente du Conseil provincial de Liège, en déterminera les conditions. Toutefois, il sera ménagé entre la tête d'eau et les travaux, dans la profondeur, un massif de terrain de 100 mètres d'épaisseur. Cette emprise de 100 mètres ne pourra être entamée qu'en dernier lieu et lorsque le fond de la mine sera entièrement épuisé.

CHAPITRE II.

MESURES DE SURETÉ.

ART. 2. Les concessionnaires disposeront et conduiront leurs travaux, de manière à pourvoir aux besoins des consommateurs; à ne pas compromettre la sûreté publique, la conservation de la mine ni l'existence des ouvriers; à ne pas nuire aux habitations ou aux eaux utiles de la surface. Ils se conformeront, à cet effet, aux instructions qui leur seront données par l'Administration et par les Ingénieurs des mines.

ART. 3. Toutes les fois que les concessionnaires voudront établir à la superficie un puits, ou tout autre ouvrage d'art, passer ou permanent, ils en donneront préalablement avis à l'Administration provinciale, en accompagnant cet avertissement des pièces nécessaires pour faire apprécier l'utilité du travail projeté; ils indiqueront, en même-temps, les dispositions générales qu'ils se proposent de prendre pour l'exécution de cet ouvrage.

ART. 4. A chaque siège d'exploitation, il sera établi, pour l'usage des ouvriers, et dans un puits particulier, si l'Administration le juge nécessaire, un système d'échelles inclinées, sûr et facile, s'étendant de la surface jusqu'au fond des travaux.

ART. 5. Les concessionnaires conserveront, le long et à l'intérieur des limites de l'extension de concession, des massifs ou espousés de dix mètres d'épaisseur. En cas de contravention, ils payeront à l'Etat, pour chaque mètre cube soustrait à ces massifs ou au-delà, une somme de deux cents francs, sans préjudice des droits éventuels des tiers.

CHAPITRE III.

BORNAGE ET PRODUCTION DES PLANS.

ART. 6. Dans le délai de dix mois, à dater de l'acte d'extension de concession, il sera planté des bornes sur tous les points servant de limites, ou cette mesure sera jugée nécessaire. L'opération aura lieu, aux

concerne l'exécution des bornes, l'Administration aura soin de faire des arrangements avec la Députation permanente du Conseil provincial, pour faire, d'office, lever les plans ou recueillir les renseignements requis, soit par les Ingénieurs des mines, soit par toutes autres personnes déléguées à cet effet.

CHAPITRE IV.

OBLIGATIONS GÉNÉRALES.

ART. 10. Les concessionnaires contribueront, en raison de l'étendue de la présente concession, à la dépense qu'exigera la confection de la carte générale des mines.

ART. 11. Aussitôt que l'exploitation sera en activité, les concessionnaires mettront gratuitement, à la disposition du Gouvernement, une série complète des produits de leur mine.

ART. 12. Ils seront tenus de prendre part à la caisse de prévoyance, établie à Liège, avec l'autorisation du Gouvernement.

ART. 13. Ils seront tenus d'exploiter par eux-mêmes, et non par fermier ou à forfait.

ART. 14. A toutes les époques où la mine sera possédée par une société, cette société sera tenue de désigner, par une déclaration faite au secrétariat du Gouvernement provincial, celui de ses membres ou le délégué auquel elle aura donné les pouvoirs nécessaires pour correspondre, en son nom, avec l'autorité administrative, et, en général, pour la représenter devant l'Administration, tant en demandant qu'en défendant. Ce fondé de pouvoirs devra être domicilié et résider en Belgique.

La société concessionnaire sera tenue de faire élection de domicile, où les poursuites pourront être exercées comme à domicile réel et à personne.

ART. 15. Dans le cas de cessation des travaux ou d'inexcution des conditions qui précèdent, ou qui dérivent de la concession, la révocation de cet acte pourra être prononcée, sans préjudice de toutes autres mesures autorisées par les lois ou par les règlements.

CHAPITRE V.

REDEVANCES.

ART. 16. Le taux des redevances à payer aux propriétaires de la surface pour les mines accordées à titre d'extension, est fixé ainsi qu'il suit : la redevance fixe, à vingt-cinq centimes par hectare, et la redevance proportionnelle, à un pour cent du produit net de l'exploitation.

Notre Ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Moniteur*.

Donné à Liège, le 23 novembre 1848.

(Signé) LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux publics,

(Signé) H. ROLIN.

Pour expédition conforme,

Le Secrétaire-Général du Ministère des Travaux publics,

(Signé) BAREEL.

Pour copie conformes,

Le Greffier de la province de Liège,

F. N. J. WARZÉE.

LA DÉPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE;

En exécution des lois des 21 avril 1810 et 2 mai 1837;

ORDONNE :

Que l'arrêté Royal ci-dessus transcrit soit publié et affiché dans les villes de Liège et de Huy, ainsi que dans les communes de Flône, Amay, Jehay-Bodegnée, St.-Georges, Hermalle-sous-Huy, Clermont, Villers-le-Bouillet, Vinalmont, Anthet et Ampsin. Les Collèges des Bourgmestre et Échevins de ces villes et communes en certifieront la publication.

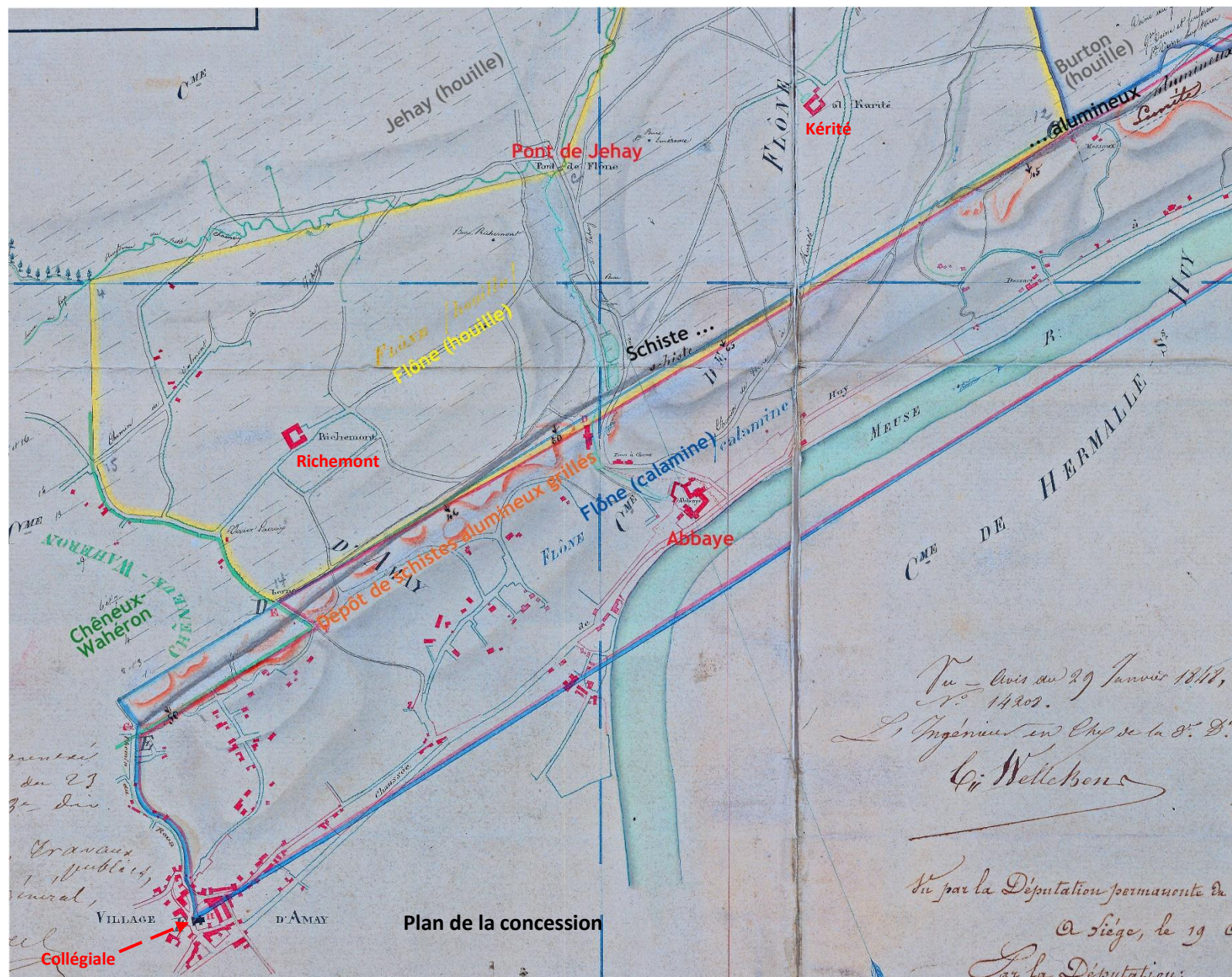
En séance, à Liège, le 14 Décembre 1848.

Présents : MM. LHOUEUX, KOELER, HUBART, DE BRONCKART, MULLER, COLLET, ET WARZÉE, Greffier.

Pour expédition conforme,

Le Greffier de la province de Liège,

F. N. J. WARZÉE.



Le plan original de la demande de concession (liséré bleu) est devenu quasi illisible.

